

non scientifiques n'a pas eu pour effet de «l'immobiliser» ni de réduire les chercheurs à «la stagnation».

La République des sciences, tout comme le libéralisme économique, était probablement désirable au 19<sup>e</sup> siècle, mais on ne saurait l'accepter comme étant «la façon la plus efficace d'assurer le progrès scientifique» au profit de la société que nous connaissons vraisemblablement d'ici à la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas à dire que les pays évolués ne doivent pas créer et maintenir des centres d'excellence en sciences pures et fondamentales, ni qu'il faille interdire aux scientifiques et aux ingénieurs subventionnés par l'État ou à l'emploi de l'industrie de poursuivre des recherches spéculatives de leur propre choix. Mais cela signifie qu'on ne doit pas ériger le laissez-faire en un principe général devant guider les progrès de la science surtout lorsque le Trésor public doit assumer le coût énorme et que les effets bons ou mauvais de la science et de la technologie sur la société sont si fondamentaux. En d'autres termes, dans ces circonstances, les hommes de science, en tant que fournisseurs de services scientifiques, ne peuvent être les seuls à en déterminer le volume et la répartition.

Ainsi, savants et politiciens ne peuvent pas s'ignorer les uns les autres. Il existe entre eux, bien entendu, des zones possibles de conflit. L'homme de science, habitué qu'il est de vivre à l'écart du reste de la société, veut conserver sa liberté. L'homme politique, gardien de l'intérêt public, cherche à réduire les défenses et à surveiller de plus près la recherche en vue d'en tirer le maximum d'avantages sociaux. Don K. Price résume ainsi cette attitude:

Les politiciens désirent réduire les crédits à la recherche, consacrer plus d'argent à la technologie pratique et moins à la théorie spéculative; ils cherchent à diminuer le degré d'autonomie que les chefs de la communauté scientifique ont acquis, il y a une génération, lorsqu'on a établi la façon de distribuer les subventions de recherche.<sup>9</sup>

Toutefois, politiciens et scientifiques ne peuvent continuer à se donner des objectifs opposés comme ils l'ont fait depuis trop longtemps au Canada. L'homme politique et ceux qui ont charge de l'administration publique devront respecter le savant et son indépendance, obtenir ses conseils et souhaiter ses critiques. Le scientifique devra accepter le fait qu'une grande partie de la recherche a pris un aspect politique, au meilleur sens du terme, qu'elle doit s'orienter vers des objectifs nationaux et être l'objet d'un examen systématique fait en regard de ces objectifs. Le savant devrait non seulement accepter cette nouvelle situation, mais encore se montrer prêt à participer